Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 297

Rubrik: A nos abonnés

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 24.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne
Hebdomadaire romand
N° 297 5 décembre 1974
Douzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 40 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

297

Domaine public

Crise et psychologie

Psychologie et économie interfèrent. Crainte, désir, envie, anticipation, thésaurisation, autant de comportements qui ont des conséquences économiques.

La société de consommation et d'inflation nous a rendu sensibles, avant tout, aux moyens utilisés pour que surgisse le désir de posséder, de renouveler, de gaspiller. L'image publicitaire faisait saliver. Le spéculateur investissait sur la foi de rudimentaires extrapolations, longtemps payantes. Aujourd'hui, la roue de la prospérité tourne; et des réactions inverses se font jour, qui auront des effets considérables.

M. Kneschaurek en donnait un exemple pédagogique et convaincant : il suffit que tous les possesseurs d'automobile décident, par économie, de retarder d'une année l'achat d'une nouvelle voiture pour entraîner une chute verticale des ventes. Un phénomène qui s'accompagne, du reste, contradictoirement, d'achats anticipés (par crainte) de produits vitaux, tel le sucre.

Depuis Keynes, ces facteurs psychologiques sont connus, bien que leur importance se soit amplifiée encore; et c'est la première fois depuis 1950 qu'on mesurera vraiment leur influence négative sur les sociétés où la consommation a été artificiellement stimulée pendant deux décennies.

Le désarroi psychologique de l'opinion est d'ailleurs révélateur. Faut-il jouer le pessimiste lucide ou l'optimiste qui garde son calme ?

La droite hésite netre deux utilisations de la crise.

— Faire admettre que c'est grave, accélérer l'inquiétude, pour obtenir une diminution des charges salariales et sociales.

— Ou bien dire rose pour que les gens ne craignent pas de s'acheter des autos à gogo, et qu'ils ne regardent pas trop à la dépense, comme au bon vieux temps récent, où l'on savait que les revenus augmenteraient année après année.

Il ne suffit pas que la gauche réponde avec les mêmes contradictions : la crise existe, car le capitalisme ne peut que sombrer dans les contradictions ! — la crise n'existe pas, car le patronat a largement les moyens de payer les adaptations de salaires !

De manière raisonnable, ferme, intransigeante, le mouvement socialiste et les syndicats devraient défendre dans cette situation deux principes (il y a en plus des mesures économiques à proposer, voir notre esquisse en pages 2 et 3) :

A. Refus absolu de toute diminution du pouvoir d'achat des salariés par non-compensation intégrale du renchérissement. Toute baisse de salaire est une subvention privée payée par les salariés à l'entreprise, et une subvention à fonds perdus, sans créance reconnue. Pourquoi subventionner les déficits quand on n'a pas pu participer aux bénéfices ?

B. Exiger une information économique complète. Les syndicats et les pouvoirs publics doivent avoir accès aux livres de comptes, aux carnets de commandes.

A la névrose, aux sautes psychologiques, il faut substituer la communication au pays, d'une manière globale, et aux salariés concernés dans chaque secteur, de tous les enseignements disponibles. Il n'y a pas de confidentialisme possible en période difficile, si l'on ne veut pas rouler d'accès d'optimisme d'autruche en casses d'inquiétude nerveuse.

A nos abonnés

Pour parler franchement, votre amitié nous intéresse ! Deux manières de nous la témoigner :

— en versant 40 francs (abonnement annuel) le plus tôt possible à notre CCP;

— en versant 60 francs (abonnement-cadeau : un fidèle de plus à DP !).